

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 3 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUDOIN & Fils SA**

Les Galimens  
16120 Graves-Saint-Amant

Références : 0007201912/2025/502

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement AUDOIN & Fils SA implanté Vrignon Sud 17210 Montlieu-la-Garde. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUDOIN & Fils SA
- Vrignon Sud 17210 Montlieu-la-Garde
- Code AIOT : 0007201912
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ancienne carrière. Aujourd'hui l'activité sur le site concerne uniquement les installations de traitement de sables (lavage + criblage). Les installations utilisent les différents bassins du site pour traiter l'eau utilisée en circuit fermé.

L'installation est réglementée par arrêté préfectoral du 13 février 2024.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Autosurveillance des poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacités de l'installation	Arrêté Préfectoral du 13/02/2024, article 1.2.1	Sans objet
2	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 21/08/2025, article R.181-47	Sans objet
3	Eaux superficielles et souterraines	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58 et 59	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'a pas réalisé d'autosurveillance du bruit et des poussières. Ces mesures sont à réaliser et à transmettre à l'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant a signé une promesse de vente avec le groupe Heidelberg Materials, pour l'ensemble des sites Audoin de la Charente-Maritime. Les demandes de l'inspection formulées lors des instructions et inspections des sites ICPE concernés, devront être prises en compte dans le cadre du changement d'exploitant. Les prescriptions relatives au changement d'exploitant doivent être respectées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Capacités de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2024, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacités de l'installation			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
ARTICLE 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques /Volume	Régime du projet
2515-1 a)	- Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2	La puissance maximale des machines : 307,3 kW	E
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Superficie de l'aire de transit : 5 000 m <sup>2</sup> à 10 000 m <sup>2</sup>	D
<u>Régime</u> : E (enregistrement), D (déclaration)			
<b>Constats :</b>			
Le site traite environ 150 000 tonnes / an de sable et gravier. Le site dispose d'installations de lavage et criblage.  L'exploitant précise qu'il n'a pas reçu de plaintes du voisinage.  Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

### N° 2 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/08/2025, article R.181-47	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
« Article R. 181-47 du code de l'environnement » Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations	

mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

**Article R. 516-1 du Code de l'environnement**

Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : [...] 2° Les carrières ; [...]

La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.

Cette demande est instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22.

**Constats :**

L'exploitant déclare qu'une promesse de vente a été signée le 01/08/2025 avec le groupe Heidelberg Materials, pour l'ensemble des sites Audoin de la Charente-Maritime (17). La vente devrait être effective le 01/11/2025.

Les 11 sites concernés sont des carrières et des installations de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les demandes de l'inspection formulées lors des instructions et inspections des sites ICPE concernés aujourd'hui non traitées, y compris les demandes formulées dans le présent rapport, devront être prises en compte avant la vente ou dans le cadre du changement d'exploitant,

En outre, l'inspection rappelle que pour procéder au changement d'exploitant, les prescriptions des articles R.181-47 et R.516-1 du Code de l'environnement et des arrêtés préfectoraux des installations concernées s'appliquent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Eaux superficielles et souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58 et 59

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles et souterraines

**Prescription contrôlée :**

Article 58 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Que les eaux pluviales polluées (EPP) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau [...].

Article 59 de l'arrêté du 26 novembre 2012

Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de

polluants dans les eaux souterraines.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas de prescriptions pour l'autosurveillance des eaux superficielles et souterraines. En effet, l'installation ne rejette pas à l'extérieur du site des eaux pluviales polluées (Epp). L'exploitant a présenté un circuit fermé pour les eaux du site. Les eaux transitent dans les bassins argileux du site, pour décantation, et pour créer une réserve d'eau pour les installations. L'exploitant a présenté les résultats d'analyse du 26/05/2025 réalisés par IANESCO pour les eaux prélevées dans le bassin d'eau claire et dans le déshuileur. L'exploitant a également présenté les résultats de mesures de hauteur d'eau des nappes sur les 4 piézomètres. Le site ne consomme pas d'eau extérieure au site.</p> <p>Ces résultats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 52 de l'arrêté du 26 novembre 2012 L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. [...]</p> <p>Pour les établissements existants : - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les dernières mesures de bruit réalisées par ENCEM, il y a plus de 6 ans, en octobre 2018. Les résultats sont conformes, inférieurs aux limites réglementaires. En 2018, le site était exploité par une carrière et une installation de traitement des matériaux.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de mesures de bruits de moins de 3 ans.</p> <p>Par courriel du 02/09/2025, l'exploitant a transmis le devis du 01/09/2025 d'ENCEM pour des mesures de bruit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser des nouvelles mesures des émissions sonores de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois
<b>N° 5 :</b> Autosurveillance des poussières
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les dernières mesures de poussières réalisées par ITGA, il y a plus de 5 ans, le 7 juillet 2020. En 2020, le site était exploité par une carrière et une installation de traitement des matériaux.</p> <p>Par courriel du 02/09/2025, l'exploitant a transmis le devis du 01/09/2025 d'ENCEM pour des mesures de retombées de poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une surveillance trimestrielle des poussières et adresser le compte rendu de la prochaine campagne de mesures, correspondant au devis ENCEM, dès réception.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois